



Pôle
Pastoral
Zones
Sèches



COMPTE-RENDU DE
L'ATELIER REGIONAL DU PROGRAMME PILOTE LEAD
« PASTORALISME ET ENVIRONNEMENT AU SAHEL »

***ELABORATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION
PASTORALISME ET ENVIRONNEMENT AU SAHEL (SIPES)***



Ouagadougou, Soritel : 22-25 octobre 2002

Introduction

Cet atelier est le second atelier régional organisé dans le cadre de la mise en œuvre du programme pilote « Pastoralisme et Environnement au Sahel » (PESAH) qui a débuté fin 2001 pour deux années. Le projet PESAH, mis en œuvre par le Pôle Pastoral Zones Sèches (PPZS), est intégré dans le programme «territoires arides » de l'initiative Elevage Environnement et Développement (LEAD), basée à la FAO.

L'atelier de lancement du programme s'est tenu du 29 au 31 janvier 2002 à Dakar. Il avait permis de présenter l'initiative LEAD et le programme pilote PESAH à un réseau de partenaires de la sous-région du CILSS (Ministères, SNRA, Projets de Développement, Organisations d'éleveurs). Cet atelier a également permis de faire un premier point sur les systèmes de décision et les systèmes d'information existant dans la sous-région qui concernent la gestion des interactions Pastoralisme et Environnement au Sahel. Des débats avaient été initiés sur le fonctionnement de ces systèmes d'information et de décision, sur leur pertinence, les contraintes et sur les besoins complémentaires.

Suite aux conclusions de cet atelier de lancement, un programme de travail avait été élaboré devant conduire à :

- approfondir les études initiées
- élaborer une ébauche de « Système d'Information Pastoralisme et Environnement au Sahel (SIPES) »
- mettre en place des collaborations avec les programmes régionaux concernés par ces approches (INSAH, AGHYMET, ROSELT)
- organiser un ou deux ateliers régionaux avec les partenaires afin d'élaborer un modèle co-construit et commun de SIPES

Le présent atelier vient donc logiquement à la suite de l'atelier de lancement. Il avait pour objectifs :

- 1 Préciser et partager le concept « interactions Pastoralisme–Environnement » en zone sahélienne, identifier les facteurs déterminants ainsi que les conséquences de ces interactions.
- 2 Analyser les systèmes de décision et leur mise en œuvre concernant la réaction aux sécheresses et les interactions Pastoralisme – Environnement : les acteurs clés ainsi que les fonctionnements du transfert d'information à trois échelons (i) éleveur, (ii) décideurs locaux, projets de développement, (iii) planificateurs nationaux et instances régionales.
- 3 Elaborer une ébauche commune de système d'information.

SOMMAIRE

I/ Concepts, problématique et expériences des systèmes d'information sur le pastoralisme et l'environnement au Sahel	4
A. Présentation des concepts LEAD . La problématique « Pastoralisme et environnement » .	4
B. La gestion des risques et les besoins d'information et d'alerte précoce concernant le pastoralisme et l'environnement au Sahel.....	7
II / Définition des objectifs et des besoins. Implications pour l'élaboration d'un Système d'Information « Pastoralisme et Environnement au Sahel » (SIPES)	10
A. Qu'est ce qu'un SIPES, quels produits, quelle structure ?	10
B. Travaux en commissions : Quels objectifs et quels besoins pour les SIPES aux différentes échelles ?	14
1. Synthèse des travaux de la commission « locale ».....	15
2. Synthèse des travaux de la commission nationale / régionale.....	18
3. Synthèse des travaux de groupe	23
III/ Résultats des travaux en commissions et synthèse vers l'élaboration des SIPES.....	23
A. Synthèse des discussions.....	23
B. Proposition d'un calendrier de travail et de collaborations.....	25
CONCLUSION	27
Annexe 1 : Programme de l'atelier	28
Annexe 2 : Liste des participants	33

SYNTHESE DES JOURNEES

Mardi 22 octobre :

I/ CONCEPTS, PROBLEMATIQUE ET EXPERIENCES DES SYSTEMES D'INFORMATION SUR LE PASTORALISME ET L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL

A. PRESENTATION DES CONCEPTS LEAD . LA PROBLEMATIQUE « PASTORALISME ET ENVIRONNEMENT »

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidée par Monsieur le Secrétaire Général du Ministre des Ressources Animales en présence de son homologue de l'Environnement et du Cadre de vie. Mr le Secrétaire Général a mis l'accent sur l'aspect particulier de l'avancée du front agricole qui engendre des conflits entre agriculteurs et éleveurs, menace les systèmes pastoraux. Cependant, en certain décalage avec les préoccupations du programme LEAD, il mentionne que les systèmes pastoraux actuel ne pourraient être qu'une étape de l'évolution vers un système sédentaire.

Il a présenté le Programme de Lutte contre la Désertification élaboré par le gouvernement burkinabé en insistant sur l'attention particulière accordée à cet atelier par les décideurs des pays sahéliens.

1) Présentation de l'initiative LEAD (P. Gerber, FAO - LEAD)

Les systèmes d'élevage connaissent des changements liés à :

- Une évolution de la demande des produits animaux ;
- Une évolution du secteur élevage (modification des fonctions de production et des espèces élevées ; transfert entre zones agro-écologiques et géographiques ; changements structurels ; évolutions technologiques).

Dans tous les systèmes d'élevage évoqués (intensif, extensif,...), il existe de fortes interactions entre l'élevage et l'environnement. A l'issue de sa première phase (1999 – 2002), le programme LEAD présente :

- Les résultats de projets pilotes conduits dans le cadre de trois thèmes : « rôle de l'élevage dans la gestion des territoires arides », « interface forêt - pâturages », et « pollutions liées à l'intensification de la production animale »
- La réalisation d'une boîte à outils « Toolbox » sur les interactions entre élevage et environnement, du point de vue des technologies et des politiques ;
- La diffusion des concepts ;
- La création d'un centre virtuel (<http://www.lead.virtualcentre.org>) et de plateformes linguistiques ;
- L'attraction de fonds multi et bilatéraux ;

Dans sa seconde phase, LEAD a pour objet de renforcer son action immédiate auprès des décideurs, avec la préparation et la mise à disposition d'informations et d'outils d'aide à la décision destinés à faciliter la gestion des interactions Elevage-Environnement. Le programme PESAH est l'un des thèmes abordés en zones arides en seconde phase de Lead.

2) Programme pilote LEAD « Pastoralisme et Environnement au Sahel ». Réalizations et perspectives (A. Ickowicz, PPZS)

Les objectifs généraux du programme LEAD « Pastoralisme et Environnement au Sahel » mis en œuvre par le PPZS ont été rappelés :

- Elaborer des stratégies pour favoriser la prise en compte des interactions Pastoralisme – Environnement dans les politiques, notamment en réponse aux épisodes de sécheresse ;
- Elaborer une information et des outils appropriés.

Les activités qui en découlent sont :

- L'analyse des systèmes de décision et des contextes d'application des politiques ;
- L'élaboration d'un modèle de SIPES (Système d'Information Pastoralisme et Environnement au Sahel) ;
- Le test des systèmes d'information.

Certains travaux du programme sont déjà avancés, à savoir :

- La finalisation d'études de cas au Sénégal sur les systèmes de décision et d'application des politiques;
- L'étude des SI et des SAP (Systèmes d'Alerte précoce) nationaux ;
- Les missions auprès des programmes régionaux (INSAH, Agrhymet, Roselt...) ;
- L'initiation d'un modèle de SIPES ;
- L'organisation d'ateliers régionaux (Dakar janvier 2002, Ouagadougou octobre 2002).

A l'issue des deux interventions, l'atelier a recommandé de prendre en compte les systèmes d'information traditionnels et les besoins des éleveurs en matière d'information.

3) Revue des principales interactions pastoralisme-environnement (L. Akpo, PPZS)

Cette revue des différents systèmes d'élevage (systèmes pastoral, mixte, industriel) a rappelé l'impact des systèmes de gestion du bétail sur l'environnement à partir des résultats des études de l'initiative LEAD. Elle a mentionné les diverses options technologiques possibles pour améliorer l'impact des systèmes de production. (cf Toolbox)

Les préoccupations des participants à l'issue de cette présentation sont articulées autour d'une gestion des crises adaptée au contexte local : la mobilité, un destockage partiel du bétail ou, localement, l'ensilage. Le manque d'informations spécifiques au pastoralisme est relevé, notamment sur les aspects sociaux et biophysiques.

4) Conceptions générales de la sécheresse : définitions, distinction entre sévérité de la sécheresse et vulnérabilité des populations, entre stratégies de « réaction » et « d'adaptation » (J. Morton, NRI).

La sécheresse est définie comme « une période pendant laquelle les précipitations sont sensiblement au-dessous de la normale, avec des impacts sur les activités productives ». L'auteur distingue plusieurs types de sécheresses (météorologiques, agricoles, pastorales, hydrauliques) à différentes échelles temporelles.

Dans les conditions de mobilité pastorale, seules les sécheresses s'étalant sur plusieurs années sont qualifiées de « sécheresses pastorales ».

Le concept de vulnérabilité qui désigne la probabilité d'impact pour un niveau donné de sécheresse se distingue de la fréquence ou sévérité.

Au niveau des ménages, face à la sécheresse les éleveurs adoptent des stratégies de réaction à court terme. Dans l'élevage extensif, la mobilité et le choix d'espèces races animales sont des stratégies importantes d'adaptation. L'intensification, la sédentarisation et la diversification non pastorale sont d'autres stratégies.

La sécheresse pastorale se caractérise par la détérioration de l'état des animaux, la difficulté croissante à les vendre, la baisse des prix du bétail alors que les prix des céréales augmentent (« effet ciseaux »), les difficultés à payer les intrants (médicaments, carburant pour les forages). Ces contraintes peuvent conduire à l'adoption de stratégies non durables (par exemple, la production de charbon de bois). Les sécheresses pastorales ont aujourd'hui plus d'effet qu'il y a vingt ans. Une seule année déficitaire a aujourd'hui beaucoup d'impact alors qu'il fallait auparavant deux à trois années déficitaires.

Le présentateur conclut en montrant la difficulté de « séparer la gestion de la sécheresse, de la lutte contre la désertification, ou du développement durable des zones arides et semi-arides ».

Les débats ont porté sur :

- La nécessité d'indicateurs de vulnérabilité, complémentaires des indicateurs écologiques du milieu
- La clarification de la durabilité, en termes écologiques, sociaux, et en fonction des différentes perceptions du temps.
- La traduction de ces préoccupations dans les systèmes d'information et d'alerte.
- La pertinence de distinguer les sécheresses pastorales et agricoles.

B. LA GESTION DES RISQUES ET LES BESOINS D'INFORMATION ET D'ALERTE PRECOCE CONCERNANT LE PASTORALISME ET L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL

1) Prise de décision et mise en œuvre dans les processus de gestion des risques et d'adaptation à la sécheresse (John Morton, NRI)

La gestion de la sécheresse en milieu pastoral devrait avant tout maintenir les moyens de vie des éleveurs et conserver l'environnement pastoral : c'est la meilleure garantie de prévenir la famine. La communication insiste sur trois dimensions indispensables aux SAP : la planification des prises de décision, l'atténuation des effets de la sécheresse, et les mesures de long terme.

En effet selon le stade de la crise, les interventions ont des objectifs différents :

- Avant la sécheresse, mesure d'atténuation des effets (accès aux parcours et à l'eau, aide à la commercialisation...)
- Pendant la sécheresse, cibler des secours aux familles touchées ;
- Après la sécheresse, aider à reconstituer des moyens de production (bétail, crédit,...).

Il existe deux modèles de systèmes d'alerte précoce. Les SAP centralisés sont plutôt conçus pour prévenir la famine, sauver des vies avec l'aide alimentaire, et basés sur la disponibilité de nourriture dans et pour les systèmes agricoles. Les SAP décentralisés sont plutôt adaptés à gérer la sécheresse, maintenir les moyens de vie, sont basés sur plusieurs indicateurs adaptés aux systèmes pastoraux.

Les informations produites par les SAP doivent favoriser les prises de décision des acteurs clés. Chaque niveau de décision a ses particularités.

- Les éleveurs sont amenés à décider des mouvements exceptionnels des troupeaux, des ventes, des emplois non pastoraux. Ils ont besoin de prévisions climatiques, d'information sur les prix... Comment renforcer la transmission traditionnelle de l'information, et comment surmonter la méfiance envers les informations exogènes ?
- Les autorités traditionnelles locales sont amenées à gérer les mouvements exceptionnels, à négocier l'accès aux ressources, à monter des projets d'abreuvement, à demander des interventions vétérinaires. Elles ont besoin de prévisions climatiques, d'information sur la disponibilité des parcours, sur la santé...
- Les associations pastorales et les ONGs peuvent être amenées à monter des projets d'aide au destockage. Les informations utiles à leur niveau concernent les prix, les transports, les contraintes physiques...
- Les gouvernements locaux et nationaux, ONGs, bailleurs, décident de projets de travaux publics, de distribuer l'aide alimentaire. Ils ont besoin d'informations sur la géographie des déficits et des ressources.

2) Revue des systèmes d'information et d'alerte précoce au Sahel : la prise en compte du pastoralisme (V. Ancey, PPZS)

Les nombreux systèmes d'information et d'alerte précoce élaborés au Sahel dans la décennie 80 sont marqués par les effets de la sécheresse de 1983 : le souci de mieux gérer l'aide alimentaire céréalière, la diffusion des techniques d'interprétation et des données satellitaires,

mais aussi le désengagement progressif des bailleurs par rapport aux services publics nationaux de production de données.

La présentation a retenu un échantillon de ceux qui sont toujours opérationnels en 2002 : Agrhymet, Fews, Saps Mali et Niger, ainsi que les études menées par Care Niger. Leurs sources d'information sont variées (bases de données spatiales, services nationaux, enquêtes locales, fiches administratives...). Dans les faits, ces systèmes sont dépendants des services nationaux qui éprouvent les plus grandes difficultés techniques et financières à produire des informations régulières fiables.

Les approches de la vulnérabilité, ainsi que les indicateurs et les méthodes d'évaluation, sont diverses. Le pastoralisme y est pris en compte de façon théorique (on manque de données de terrain adaptées aux systèmes de production), ou trop locale (enquêtes exhaustives non généralisables à l'échelle nationale). Des dispositifs performants existent (Agrhymet, Sap Mali) et peuvent servir de support à un système d'information adapté au pastoralisme. Mais le cadre d'analyse général reste centré sur les crises alimentaires et non sur la diversité des risques du pastoralisme, sur le potentiel céréalier et non sur la mobilisation des ressources ; des propositions locales appropriées manquent, en comparaison avec des initiatives prises en Afrique de l'Est (Turkana au Kenya).

Au niveau régional sahélien, un groupe d'expertise, le SIPOVCA, travaille actuellement à l'harmonisation des méthodes des SI et SAP ; il est important d'y intégrer la prise en compte du pastoralisme. A partir d'expériences en Afrique de l'Est, des propositions ont été faites (atelier de Mombasa 2001) pour améliorer les SAP sur le pastoralisme :

- Au niveau régional, coordonner une banque régionale de données, promouvoir un comité de pilotage
- Au niveau national, engager les pouvoirs publics
- Au niveau local, développer les synergies entre les intervenants, favoriser la formation des agents.

Les débats suivant ces deux présentations ont porté sur :

- l'expérience du Kenya où deux systèmes existent (régional et décentralisé). Comment articuler les SAP centralisés et décentralisés ?
- l'efficacité des systèmes d'alerte dépend de la pertinence des informations, de leur délai, de l'échelle de validation.
- la validation de certains indicateurs des éleveurs. Comment assurer l'intégration des systèmes d'information traditionnels et formels ?
- le besoin de participation et d'objectivité ne peut être fondé que sur une confiance réciproque des acteurs

3) Points de vue des éleveurs

▪ AREN, Niger

Au Niger, le représentant de l'association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN) explique que les informations des SAP ne sont pas assez opérationnelles et rapides. Le ciblage des éleveurs vulnérables fait défaut (identification, attribution et gestion de l'aide, renforcement des droits). Pour la sécurisation des systèmes pastoraux, la question des droits est à long terme aussi importante que les aspects économiques : ainsi, la sécurisation des ménages vulnérables (en cas de conflits) ne signifie pas forcément leur attribuer une aide matérielle.

- **FEB, Burkina Faso**

Au Burkina, la fédération des éleveurs du Burkina représentée à l'atelier met en place des bureaux régionaux ; La formation des éleveurs est un objectif prioritaire de la FEB. Elle appui aussi de processus de mise en place du code pastoral qui doit contribuer à la sécurisation des systèmes pastoraux. La radio rurale est un outils très utile pour la circulation de l'information chez les éleveurs.

- **NGAP, Mauritanie**

En Mauritanie, le représentant du GNAP informe que la fédération nationale des éleveurs est actionnaire à 25% d'une société de distribution d'intrants. Il insiste sur la nécessaire formation des agents locaux. Le meilleur point d'information est le marché au bétail, où les éleveurs échangent des informations stratégiques, avec la prudence également citée au Niger. Les associations pastorales elles-même ne maîtrisent pas toujours l'information fine sur l'étendue de leur zone.

- **MDE, Sénégal**

Au Sénégal, les maisons des éleveurs mises en place par la Direl ne coiffent pas toutes les organisations ; elles travaillent en lien avec les services départementaux de l'élevage.

4) Points de vue et besoins des opérateurs des ministères et des projets.

Dans le domaine de la santé animale, en Mauritanie l'administration s'appuie sur les auxiliaires d'élevage et sur les éventuelles associations pastorales pour diffuser l'information. En sens inverse, elle demande à des éleveurs « informateurs » de signaler au niveau départemental les symptômes de maladies.

Cependant, dans d'autres domaines du pastoralisme, il est très difficile de suivre le flux des informations entre les éleveurs (souvent en avance sur les services) et de répondre à leurs besoins. En 1989, suite à la radio-diffusion d'informations sur les disponibilités fourragères, des éleveurs ont protesté contre la divulgation de cette information stratégique. D'autres informations sont inadaptées à cause de leur support (bulletins en français) ou de la méconnaissance des besoins des systèmes pastoraux.

De façon générale, des informations opérationnelles générales manquent au niveau local (support et outils des informations, contexte de concurrence de l'information, validation des indicateurs à l'échelle locale).

Dans plusieurs pays, des textes juridiques rassemblent les droits et obligations réciproques des acteurs concernés par le pastoralisme : code rural au Niger, code pastoral au Burkina, charte au Mali... Ces documents sont considérés comme des outils de dialogue, voire de paix sociale par les représentants des administrations. Ils informent les acteurs et permettent une médiation entre eux, en définissant des droits d'usage, des compétences d'autorités locales, des principes (de mobilité, de préservation des ressources...) et parfois des zones pastorales. Cependant, les textes sur le pastoralisme sont en retard sur d'autres textes, sur l'environnement et les ressources forestières par exemple. Les structures administratives pour le pastoralisme sont peu nombreuses par rapport à des cadres ou des conseils existants dans d'autres domaines plus visibles ; au Burkina par exemple, existe le Conseil national de gestion de l'environnement, le « CONAGESE ». De plus, ces textes ne sont pas encore mis en application dans la plupart des pays, faute de décrets d'application.

Les représentants du Projet d'état d'Appui à l'Elevage (PAPEL) et du Centre de Suivi Ecologique (CSE) au Sénégal évoquent des expériences de promotion de nouvelles technologies (NTIC) entreprises en milieu pastoral pour améliorer la gestion des ressources naturelles.

Mercredi 23 octobre

II / DEFINITION DES OBJECTIFS ET DES BESOINS. IMPLICATIONS POUR L'ELABORATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION « PASTORALISME ET ENVIRONNEMENT AU SAHEL » (SIPES)

A. QU'EST CE QU'UN SIPES, QUELS PRODUITS, QUELLE STRUCTURE ?

1) La circulation de l'information en matière d'interactions P&E. Etude de cas. (V.Ancey, PPZS)

Les études de cas menées fin 2001-2002 dans des régions de départ et d'accueil des transhumances au Sénégal auprès de 5 projets concernés par l'élevage, avait pour objectif d'apprécier avec des professionnels du pastoralisme les acquis et les besoins d'information sur la gestion pastorale des ressources naturelles. L'hypothèse était que si les pasteurs et les développeurs n'ont pas les mêmes besoins d'informations, en revanche tous partagent les mêmes intérêts pour le pastoralisme et la gestion durable des ressources naturelles.

On constate que les projets reçoivent peu d'informations des pasteurs sur la mobilité et sur la gestion des ressources, à moins d'enquêtes spécifiques. La réticence des pasteurs et la méconnaissance des réalités pastorales par les autorités locales contrarient la gestion concertée des ressources.

D'après les projets rencontrés :

- Les groupes sociaux identifiés par les représentants des projets sont :
 - 1) les élus et agents techniques locaux
 - 2) les représentants des ministères
 - 3) divers comités locaux, souvent créés par les projets
 - 4) la société rurale et les pasteurs.

La gestion des ressources est partielle (excluant les transhumants) et incomplète (ne prend pas en compte les besoins à différents pas de temps).

- Les limites à l'information sont techniques, légales, sociales, politiques et idéologiques.

- Les besoins en informations diffèrent selon les acteurs :
 - pasteurs / comités locaux : Systèmes d'Information (SI) locaux
 - projets : SI locaux et activités des autres projets
 - élus locaux, services techniques : Informations techniques, juridiques
 - cadres : Formation en pastoralisme

Dans cette étude, il apparaît que les pasteurs sont presque toujours considérés comme à côté de la société rurale, peu impliqués dans les instances locales de décision et de gestion. Les enjeux d'une meilleure information sont présentés par les projets comme le rééquilibrage entre les niveaux de pouvoir et de compétences : pour les éleveurs il s'agirait de se concerter pour gérer les ressources à l'échelle locale et faire valoir leurs droits à l'échelle nationale. Mais ces arguments sur l'utilité pour les pasteurs d'une information mieux partagée/diffusée sont peut-être affaiblis dans un contexte où les intérêts des différents groupes, et des pasteurs eux-mêmes, se révèlent plus concurrentiels, voire différents, que ce qui était supposé au départ.

Discussions

Plusieurs interventions ont porté sur les moyens et les outils d'information, supportant l'idée que les technologies nouvelles facilitent la communication dans le contexte pastoral.

Il a été aussi question du contexte de cette information et du manque de confiance entre les groupes sociaux évoqués, notamment à cause des objectifs de sédentarisation des Etats, du manque de reconnaissance technique et sociale du pastoralisme. Une meilleure information exige un partenariat reconnu et confiant, or les associations pastorales doutent de la volonté de l'Etat de les associer aux prises de décision. Le problème de fond est la reconnaissance réciproque.

On reposer les questions :

- des informations opérationnelles au niveau régional et local : quels moyens de décision à l'échelle régionale ? quel complément utile à la connaissance indigène du milieu local ? quels palliatifs et quelles solutions à l'analphabétisme ?
- de la pérennisation après les projets.
- du statut et de la reconnaissance juridique des comités de gestion locaux, de la répartition claire des compétences.

2) Définition d'un SIPES. Exemples de produits (I.Touré, PPZS)

Un SIPES a pour objectif de fournir aux utilisateurs aux différents niveaux des informations pertinentes sous des formes appropriées.

Les produits attendus sont de trois types :

- Des bases de données de documents scientifiques
- Des supports de vulgarisation (radio, bulletins, fiches, ...)
- Des outils d'aide à la décision à références spatiales (à l'échelle régionale/nationale et à l'échelle locale). Des exemples de cartes sont présentés : la répartition des systèmes de production, la dynamique inter annuelle de production de végétation, l'intégration de facteurs de définition d'une zone à risques, carte des ressources à dire d'acteurs...

Les étapes de l'élaboration d'un SIPES sont présentées : 1) analyse, 2) conception, 3) réalisation, 4) test et maintenance s'enchaînent et se valident par itérations. Les travaux en commission de l'atelier permettront de débattre de l'analyse proposée et de la valider, en précisant les types d'utilisateurs, d'informations, d'indicateurs et de fonctionnement retenus.

3) Les nouveaux produits Agrhymet (B.Djaby, Agrhymet)

Suite au « cadre stratégique de sécurité alimentaire durable » approuvé à Bamako en novembre 2000, le Centre Régional Agrhymet (CRA) doit à travers ses apports « réaffirmer le rôle du CILSS parmi les O.I.G en matière d'information et de prévention des crises, mais aussi assurer l'amorce vers une intégration régionale ».

Le CRA a donc entrepris d'élargir sa base d'évaluation du suivi de la campagne et de la sécurité alimentaire :

- En introduisant les cultures de rente (indicateurs exogènes tels que les prix) et les productions animales dans son évaluation de la sécurité alimentaire.
- En s'associant à une réflexion avec l'ILRI sur l'élevage et la pauvreté, en affinant l'analyse de la vulnérabilité et celle des seuils dans l'adaptation des systèmes de production sahéliens.

D'autre part, le CRA va ouvrir l'architecture de sa base de données en assurant la compatibilité avec les systèmes internationaux. Enfin, il va abriter une station de réception des images d'un nouveau satellite européen (Météosat 2^{ème} génération) qui fournira des images toutes les 15 minutes.

Les produits sont diffusés sur le site WEB du CRA, dans les bulletins mensuels et décideurs.

Les liens internet sont : <http://www.agrhymet.ne> ; <http://p-case.iata.fi.cnr.it/ap3a>.

4) La plate-forme francophone LEAD (B. Toutain, Cirad / Lead)

La plate-forme francophone (PF) du centre virtuel LEAD (<http://www.virtualcentre.org/fr/frame.htm>) se veut un moyen de diffusion des données et d'informations sur le pastoralisme en zones sèches, notamment l'adaptation à la désertification. Il abrite des rubriques d'actualité, de présentation de projets de recherche, de forums de discussion, de consultations d'experts, de bibliothèque électronique et une lettre d'information. La PF est gérée par le CIRAD et complète le panorama de l'élevage et l'environnement, qui est par ailleurs traité sur deux autres plates-formes centrées sur d'autres problématiques d'élevage : la déforestation (plate-forme hispanophone gérée par le CATIE) et les systèmes industriels ou mixtes (plate-forme anglophone gérée par la FAO).

Une conférence électronique sur le pastoralisme se tiendra du 4 novembre au 24 janvier 2003, sur quatre thèmes successifs :

- 1) Pastoralisme et aires protégées
- 2) Quelles articulations nouvelles entre espaces pastoraux et agricoles ? les effets sur les pratiques de l'élevage pastoral
- 3) Dégradation ou restauration : réhabilitation des parcours des zones semi-arides et arides. Fiction ou réalité ?
- 4) Perception et gestion des risques par les pasteurs : comment améliorer les conceptions et les interventions d'aide ?

Discussions

Les premières interventions permettent de clarifier l'objectif de l'élaboration du SIPES. En effet les interrogations portent sur l'existence, le fonctionnement, la reproductibilité d'exemples de systèmes d'information, le minimum de données requis pour démarrer le traitement et la diffusion. Or, le SIPES devra s'appuyer sur des systèmes et des structures existants, en les

complétant par des indicateurs pastoraux pertinents et par des produits non inclus dans un système informatique et reposant sur d'autres supports.

Le problème de la capitalisation des données, et du traitement des droits d'auteurs, est posé.

Le géoréférencement des bases de données est en cours de systématisation dans la région (derniers recensements en Mauritanie, au Tchad, au Sénégal).

Les formations qu'Agrhymet fournit aux cadres régionaux depuis 1994-1995 sont utiles et à compléter ; durant en moyenne 15 jours, elles portent sur la télédétection et sur des thématiques agricoles, météorologiques, pastorales.

Il faut enfin compléter ces travaux d'intégration régionale technologique par des engagements de partenariat : la vulnérabilité pastorale est aussi une affaire de droits qui doivent être renforcés.

5) Elaboration d'un canevas pour les travaux en commissions (PPZS)

Deux commissions de travail sont proposées pour travailler d'une part à l'échelle locale, et d'autre part à l'échelle nationale/régionale. Les participants s'y répartissent librement.

Des points saillants notés au cours des discussions sont proposés pour jalonner les travaux de ces groupes :

Points saillants concernant l'approche méthodologique des SI / SAP

- Préciser les objectifs d'un SI / SAP P&E
- Approfondir la connaissance des stratégies des éleveurs et des SI traditionnels
- Mettre en œuvre une approche participative des SI
- Nécessité d'une coordination interministérielle au niveau national
- Identifier des SI / SAP durables
- Nécessité de coordonner et d'harmoniser au niveau régional
- Centraliser et/ou décentraliser les SI ?
- Nécessité de définir la vulnérabilité pastorale et les différents seuils d'alerte relatifs
- Tenir compte des épisodes de sécheresse dans les interrelations environnement – élevage : situation de crise, de fort risque.
- Deux échelles de temps nécessitent des informations différentes (contenu et délais) : adaptation / réaction
- Aborder les transferts d'échelles spatiales

Points saillants concernant les dysfonctionnements actuels concernant la gestion des interactions pastoralisme/environnement.

- Il existe des blocages à l'opérationnalité des SAP à l'échelle locale
- L'information sur l'état des pâturages n'est pas suffisante ni pertinente à l'échelle locale
- Insuffisance de moyens et d'organisation des services étatiques pour gérer l'information (collecte, analyse, transfert)
- Difficulté de dissocier les aspects de circulation de l'information des aspects de volonté d'échange et de partage de la décision entre acteurs.
- Absence de reconnaissance juridique officielle des comités de gestion locaux. Les Chartes pastorales ne sont pas opérationnalisées.
- Insuffisance de formation des agents de l'état aux contraintes du pastoralisme

Questions de fond concernant la préparation d'un SIPES

- Comment instaurer la confiance et articuler SI traditionnels et les systèmes formels (« exogènes ») ?
- Comment assurer l'objectivité et la transparence dans l'appui aux plus vulnérables ?
- Quel serait le rôle des éleveurs dans le fonctionnement des SI/SAP (fournisseurs d'information, utilisateurs, ...) et au-delà, dans les processus de décision concernant pastoralisme-environnement ?

Mercredi 23 Après-midi au Jeudi 24 Soir

B. TRAVAUX EN COMMISSIONS : QUELS OBJECTIFS ET QUELS BESOINS POUR LES SIPES AUX DIFFERENTES ECHELLES ?

Les deux commissions adoptent un canevas commun de questions :

- quelles sont les préoccupations prioritaires d'un SIPES ?
- pour quelles décisions des acteurs ?
- pour quelles actions ?

- quelles sont les informations utiles ?
- avec quels supports de l'information ?
- élaborées avec quels partenaires
- selon quel fonctionnement ?
- quels sont les résultats attendus ?

1. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION « LOCALE »

Les tableaux présentés ici n'ont pas pu être entièrement complétés pendant l'atelier, mais le seront grâce à la poursuite des travaux

Préoccupations	Décisions Eleveurs	Décisions Administration	Actions éleveurs	Actions Administration	Effets attendus Eleveurs	Effets attendus Admin.
1) Faible niveau d'organisation	Organisation	Appui	lec, Alphabétisation, structuration	Appui en ressources matérielles et humaines	Participation au développement local	Renforcement des Capacités
2) Gestion du troupeau - Gestion sanitaire - Gestion commerciale	Investir, prévenir, informer Choix des marchés et produits, maîtrise des prix	Diffusion information, Réglementation Infrastructures, Suivi, Réglementation, Sécurité	Vacciner, traiter, approvisionnement Concertation sur les prix, Garantie du produit, Approvisionnement des marchés	Informé, contrôler, sanctionner Sécurisation et contrôle des marchés	Protection cheptel Circuit commercial sécurisé et organisé	Sécurisation cheptel Marché sécurisé et organisé
3) Gestion des ressources/ Mobilité	Protéger, réglementer Informé Gérer Investir Participer	Responsabiliser Investir Réglementer	Restauration des parcours, points d'eau, réserves fourr, information sur GRN, codes de conduite locaux	Diffusion et application des textes Création cadres de concertation	Utilisation optimale des RN	Utilisation durable des RN
4) Relations Eleveurs/Admin.	Communiquer Participer Collaborer	Communiquer Arbitrer Responsabiliser	Participer aux rencontres	Susciter, animer rencontres	Confiance réciproque	Confiance réciproque
5) Prévention et gestion des crises - Prévention - Sécheresse - Santé, conflit	Informé, concerter, planifier	Communiquer, appui, suivi	Constitution stock, localisation et négociation des zones de repli, destockage, cultures fourragères	Stratégie d'aide Stratégie de veille Comité d'accueil	Atténuation des effets des crises	Atténuation des effets des crises

1/ Faible niveau d'organisation			
	Supports	Partenaires	Fonctionnement
INFORMATION UTILES			
<ul style="list-style-type: none"> - Textes réglementaires (en langues nationales) - Structures d'appui (projets, services, admin., fin) - Programmes et politique en cours (élevage, environnement, investissement) - Plans locaux de développement, pgms des associations - Calendrier saisonnier et grands flux migratoires - Associations traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - brochures traduites - cassettes audio - radio - fiches - bulletins - théâtre 	<ul style="list-style-type: none"> - radios locales - ONGs - Services d'Etat - projets - Organisations 	
2/ Gestion du troupeau			
Informations utiles	Produits	Partenaires	Fonctionnement
<p>Gestion sanitaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Calendrier vaccinations, prix vaccins et médicaments - foyers épizootiques voisins (dans et hors pays) - Effectifs cheptel - documents administratifs - liste auxiliaires agréés - localisation des centres de vaccination - dépôts pharmaceutiques agréés <p>Gestion commerciale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prix - transport - marchés (accès, règlements, équipement, taxes) - importance de la demande - situation des marchés voisins (dans et hors pays) 			

3 /Gestion des ressources et mobilité			
<i>Informations utiles</i>	<i>Produits</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Fonctionnement</i>
<ul style="list-style-type: none"> - Situation points d'eau et pâturages (début à fin d'hivernage) - Situation pluviométrique (idem) - Réseau des pare feux - Disponibilité de semences 			
4 / Relations éleveurs / administration			
<i>Informations utiles</i>	<i>Produits</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Fonctionnement</i>
<ul style="list-style-type: none"> - Réunions (administratives, cadres) calendrier, objet, procès-verbal - Cadres de concertation existants - Rencontres d'éleveurs 			
5/ Prévention et gestion des crises			
<i>Informations utiles</i>	<i>Produits</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Fonctionnement</i>
<ul style="list-style-type: none"> - Documents issus des SAP - Espèces et techniques de conservation - Nombre d'usagers de la zone (résidents et temporaires) - Dispositions publiques pour prévention et résolution des crises (disponibilité des aliments, etc...) 			

2. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION NATIONALE / REGIONALE

2.1. Les problèmes prioritaires

A) Ressources pastorales

- a. Disponibilité des ressources fourragères en fin de saison des pluies
- b. Information sur les disponibilités fourragères dans les pays voisins ;
- c. Utilisation opérationnelle des informations ;
- d. Mise à jour des données sur les ressources pastorales (effectifs, ressources fourragères, points d'eau..)
- e. Suivi de la campagne agro-pastorale ;
- f. Suivi de la campagne agricole

B) Formation et recherche

- a. Formation
- b. Formation SIG et utilisation et interprétation des données satellitaires

C) Harmonisation et coordination de l'information

- a. Fiabilité de l'information sur la vulnérabilité
- b. Circulation, feed back de l'information y compris l'aspect juridique

D) Cadre juridique et législatif

- a. Respect des accords bilatéraux sur la transhumance

2.2. Les décisions et actions opérationnelles

Problèmes prioritaires	A Ressources pastorales	B Formation et recherche	C Harmonisation et coordination de l'information	D Cadre juridique et législatif
Décideurs	Communautés internationales ONG, Organisations d'Éleveurs Décideurs politiques Techniciens Producteurs (éleveurs et agriculteurs)			
Décisions	1. Aménagement de l'espace pastoral ; 2 Programme d'urgence en cas de situation de crise (sécheresse, épidémie..) ; 3. Négociation des zones de repli (réserve, parcs...) et d'accueil. 4. Actualisation et/ou élaboration de nouvelles politiques	1. Renforcement des capacités de tous les acteurs 2. Amélioration méthodologique (suivi, évaluation..) ; 3. Développement des outils de recherche-action	1. Capitalisation des expériences 2 .Valorisation des données 3 .Création de réseaux d'échanges	1. Vulgarisation des textes 2. Harmonisation des codes nationaux en rapport avec les engagements régionaux
Actions Opérationnelles	1.Réalisations des infrastructures (piste à bétail, hydraulique pastorale) et suivi des ressources pastorales. 2.-Approvisionnement et subvention de l'aliment de bétail et des produits vétérinaires - Mobilisation de l'aide - Favoriser le destockage du bétail - Surveillance épidémiologique - Distribution de vivres 3.- Ouverture des zones de repli d'accueil aux pasteurs - Aménagements pastoraux provisoires 4.-Mise en application et suivi des stratégies nationales et régionales en matière d'élevage.	1.- Formations ciblées - Fiches techniques - Supports didactiques appropriés - Equipements NTIC 2-Appropriation -Transfert de compétences 3-Amélioration et conception des outils endogènes	1.-Vulgarisation des outils - Echange d'expériences 2-Publication des résultats sous différentes formes 3- Renforcement des systèmes d'information pastorale existants au niveau national (Agrhymet).	1- Traduction en langues nationales -Sensibilisation par les médias -Mise à disponibilité des textes 2.-Renforcement de cadres de concertation au niveau régional

2.3. Effets attendus

- Meilleure connaissance des ressources pastorales ;
- Amélioration des **Systèmes d'Aide à la Décision** dans le domaine P&E ;
- Prévention et meilleure gestion des crises (sécheresse, épizootie, conflits,..).

2.4. Informations utiles

Informations utiles	Disponible	A rechercher	Régional e	Nationale
<i>NDVI</i>	Oui	-	Oui	Oui
<i>Phytomasse</i>	Sénégal, Niger	Autres	-	-
<i>Composition floristique</i>	Non	Oui	-	Oui
<i>Stades phénologiques</i>	Non	Oui	-	Oui
<i>Superficies des parcours</i>	Non	Oui	Oui	Oui
<i>Feux de brousse</i>	Oui	Oui		Oui
<i>Superficies cultivées</i>	Oui	-	Oui	Oui
<i>Résidus et Sous-produits agricoles</i>	Non	Oui	-	Oui
<i>Sous-produits agro-industriels</i>	Oui	-	-	Oui
<i>Points d'eau pastoraux</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Situation sanitaire</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Mercuriales</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Pistes à bétail (commerce)</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Effectifs du cheptel</i>	Oui	Oui et réactualiser	Oui	Oui
<i>Zones de cure salée</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Axes de transhumance</i>	Oui	Oui et réactualiser	Oui	Oui
<i>Production de viande</i>	Oui	Oui et améliorer	Oui	Oui
<i>Parcs de vaccination</i>	Oui	-	Oui	Oui
<i>Clinique et pharmacie vétérinaires</i>	Oui	-	Oui	Oui
<i>Abattoirs</i>	Oui	-	Oui	Oui
<i>Paramètres zootechniques</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Marchés à bétail</i>	Oui	Oui à compléter	Oui	Oui
<i>Organisations d'éleveurs</i>	Oui	Oui et à compléter	Oui	Oui
<i>Parcs, réserves et aires protégés</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Habitats (localisation)</i>	Non	Oui	Non	Oui
<i>Pluviométrie</i>	Oui	-	Oui	Oui
<i>Revenu des ménages pastoraux</i>	Non	Oui	Oui	Oui

2.5. LE CONTENU DU SIPES

A) Produits

Produits	Supports de diffusion R= Régionale N= Nationale	Périodicité	Partenaires	
			Producteurs	Utilisateurs
Etat de la végétation (Saison des pluies)	- Cartes (N et R) - Rapports (N et R) - Bulletins N et R - Médias (N et R) - NTIC (N et R)	- Décadaire - Décadaire - Décadaire - Décadaire - Décadaire	CRA CSE ST	ST ONG AP FAO CRA CSE
Occupation et Utilisation de l'espace	- Carte (R/N) - Tableaux statistiques (R/N)	5 ans	CRA CSE	Tout le Monde (TM)
Situation météorologique	- Cartes (R/N) - Tableaux climatologiques - Relevés pluviométriques - Médias - NTIC	1 à 10 jours	ST	TM
Situation hydrologique	- Cartes (points d'eau pastoraux de surface) (R/N) - Rapports de fonctionnement	1 à 10 jours	ST	TM
Situation hydrogéologique et hydraulique	- Cartes (forages, puits, nappes,...) (R/N)	Variable	ST	TM
S /produits agricoles	- Cartes (R/N) - Tableaux (R/N)	Annuelle	ST	AP, FAO, BM ONG, ST
S/pdts agro-indust.	- Cartes (N) - Tableaux (N)	Annuelle	Industries	ST
Situation sanitaire	- Cartes épidémiologiques - Bulletin - Rapports - Médias - NTIC	Mensuel Temps Réel	ST	TM, ST
Feux de brousse	- Cartes de Zones à risques - Cartes des pare-feux	Annuelle	ST CRA CSE	AP, ST CSE CRA
Infrastructures d'élevage	- Cartes de répartition des infrastructures - Rapports	Annuelle	ST ONG AP	TM
Commercialisation du bétail	- Cartes - Tableaux - Médias - Rapports	Hebdomadaire Mensuelle	ST Producteurs Commerçants	FAO BM FMI ST ONG
Mouvements de bétail	- Cartes des pistes - Cartes des axes - Rapports - Canaux traditionnels	Mensuelle	ST	TM
Situation socio-économique	- Rapports d'enquêtes	5 ans	ST ONG Partenaires Recherche	TM
Contribution du secteur Elevage	- Rapports - Tableaux	Annuelle	ST ONG Recherche AP	TM

CRA= Centre Régional AGRHYMET
CSE = Centre de Suivi Ecologique des Ressources Naturelles de Dakar
FAO= Organisation des NU pour l'Alimentation et l'Agriculture
ST = Services Techniques
TM = Tout le Monde
BM = Banque Mondiale
FMI = Fonds Monétaire International
ONG= Organisations Non Gouvernementales
AP = Associations Pastorales

Echelle cartes : **Nationale** = 1/200000
 Régionale = 1/500000
 Locale = 1/50000 ou 1/100000

B) Fonctionnement

Dispositif de fonctionnement

RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN PLACE DU SIPES :

- Mettre en oeuvre des formations pour les cadres
- Ancrer le SIPES dans les directions nationales d'élevage
- Favoriser la participation des services de l'environnement
- Appui politique pour renforcer le secteur de l'élevage dans son rôle d'opérateur de SIPES
- Utiliser toutes les instances politiques et régionales (CILSS) pour appuyer le financement du SIPES par les Etats.
- Considérer les organisations d'éleveurs dans le partenariat pour l'alimentation et l'utilisation du SIPES.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

-Expertise des réseaux.

Rôle des différents partenaires

LEAD / PPZS	CILSS / CRA	Services Techniques	Assoc. Eleveurs
Activités de recherche (et collab.)	Mise en Œuvre du SIPES/Echelle Régionale Appui Opérationnel (suivi-évaluation)	Alimentation du SIPES Animation locale (collecte, traitement,..) Recherche de financement Exploitation et diffusion des produits du SIPES	Alimentation du SIPES Utilisation et diffusion des produits du SIPES Renforcement des capacités de leurs membres Activité de lobbying

3. Synthèse des travaux de groupe

Le tableau ci-dessous synthétise les principaux résultats des travaux de groupe

	Objectifs du SIPES	Thèmes prioritaires	Décideurs (usagers)
Commission 1 : niveau local	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des ressources et mobilité, - Prévention et gestion des crises, - Amélioration des relations éleveurs/autorités locales et administratives, - Organisation des pasteurs, - Gestion du troupeau : aspects sanitaires et commerciaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources pastorales, climatique, - Santé animale, - Formation - alphabétisation, - Aspects juridiques et législatif, - Marchés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Eleveurs, - Administration locale, - Projets.
Commission 2 : Niveau national et régional	<ul style="list-style-type: none"> - Le SIPES a pour objectif d'améliorer ou de favoriser la prise en compte des interactions P&E dans les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, sur l'environnement et sur la pauvreté à l'échelle régionale et nationale. - Il doit contribuer à la sécurisation de la mobilité des pasteurs, à la sensibilisation des décideurs sur les particularités du pastoralisme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources pastorales, - Formation et recherche, - Harmonisation et coordination de l'information, - Cadre juridique et législatif. 	<ul style="list-style-type: none"> - Communautés internationales, - ONG, - Organisations d'Eleveurs, - Décideurs politiques, - Techniciens, - Producteurs (éleveurs et agriculteurs).

VENDREDI 25 OCTOBRE :

III/ RESULTATS DES TRAVAUX EN COMMISSIONS ET SYNTHÈSE VERS L'ELABORATION DES SIPES

A. SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS

Les réactions présentées par John Morton et la discussion qui les a suivies offrent une synthèse des points retenus par les participants à l'atelier :

1. Les opportunités ouvertes par l'information

Il y a un potentiel intéressant dans les projets utilisant les NTIC (quantité d'information, rapidité d'accès, mise à jour continue et capacité de présenter ensemble les formes d'information très différentes).

Une typologie de l'information est nécessaire (l'information qui contraint une décision, l'information qui influence une décision, et l'information qui influence le climat d'opinion dans lequel les décisions sont prises).

Il faut transmettre l'information sur les conditions de vie et la culture des éleveurs aux décideurs, pour compléter des informations plus techniques. Des formations doivent être orientées vers cet objectif.

Comment peut-on institutionnaliser un apprentissage des agents d'état auprès des éleveurs ?

2. Les problèmes soulevés par l'information

Il est nécessaire de trouver des compromis entre les besoins exprimés et les possibilités techniques.

Il faut des compromis entre une information limitée aux problèmes environnementaux et un système ouvert aux autres préoccupations pastorales qui soutiennent le fonctionnement des systèmes pastoraux.

Il a été mentionné l'existence de questions pratiques sur les droits, les possibilités d'organisation, la prise en charge des coûts nationaux.

3. La sécheresse : questions

Quels sont les besoins d'information des autorités locales pour gérer la sécheresse ?

Quelle est leur *liberté d'action* ? (l'utilité de l'information dépend de la possibilité d'action). Cette liberté est liée au degré réel de décentralisation.

Comment intégrer indices de vulnérabilité (lesquels) et de bien-être humain dans un système d'alerte précoce ?

Comment l'information sur les stratégies des éleveurs peut-elle aider les politiques nationales à réduire la vulnérabilité à la sécheresse ?

4. Le pastoralisme et les Etats

L'importance de l'éducation civique des pasteurs a été signalée depuis le projet NOPA (1992) mais peu d'expériences existent.

Depuis l'espace des épisodes de sécheresse, les enjeux du pastoralisme dans les Etats sahéliens passent au second plan derrière d'autres urgences ; pour remédier à cela il faut améliorer la connaissance des apports et des besoins du pastoralisme au niveau national auprès des décideurs politiques.

5. Remarques générales au cours des débats

- Le fonctionnement des SIPES n'a pas pu être abordé de manière approfondie dans les commissions. Cela reste un sujet important pour la viabilité et l'utilité des SI qui devra être traité avec attention pendant le programme.
- La vulnérabilité des pasteurs est encore mal définie et nécessite des études et propositions complémentaires.

- L'implication des éleveurs dès le processus initial d'élaboration des SI est une condition nécessaire au bon fonctionnement des SI / SAP
- Il faut sensibiliser les décideurs politiques aux enjeux du pastoralisme. Le CILSS et le CRA Agrhyment sont prêts à animer des modules collaboratifs de formation aux niveaux national et régional.

B. PROPOSITION D'UN CALENDRIER DE TRAVAIL ET DE COLLABORATIONS

A l'issue de ces débats et conclusions, un programme de travail pour la deuxième année (2003) du programme PESAH est discuté puis validé par l'ensemble des participants à l'atelier.

- ***Capitalisation de l'atelier de Ouagadougou***

- Conférence électronique LEAD sur le Pastoralisme
- Finalisation de l'analyse des processus de prise de décision et de la circulation de l'information
- Finalisation de la revue des SI / SAP
- Poursuite de l'élaboration du SIPES par l'équipe du PPZS

- ***Compléments d'études :***

- *Après des Projets pastoraux d'autres pays du Sahel*

- Méthode : Questionnaires d'enquête et visites ponctuelles
- Opérateurs : Equipe de partenaires nationaux de PESAH
- Moyens : A définir avec le programme PESAH

- *Stratégies et SI des éleveurs*

- Méthode : Etudes de cas ciblées
- Opérateurs : Equipe de partenaires nationaux de PESAH
- Moyens : A définir avec le programme PESAH

- *Revue des informations disponibles au niveau national pour un SIPES*

- Méthode : Identification des SI en place et données disponibles
- Opérateurs : Equipe de partenaires nationaux de PESAH
- Moyens : A définir avec le programme PESAH

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE POUR 2003

	N 0 2	D 02	J 0 3	F 0 3	M 0 3	A 0 3	M 0 3	J 0 3	J 0 3	A 0 3	S 0 3	O 0 3	N 0 3	D 0 3
<u>ACTIVITE 1 :</u>														
<u>ANALYSE</u>														
Capitalisation atelier	←→													
Complément projet Sahel	←→													
Analyse décision/info	←→													
<u>ACTIVITE 2 :</u>														
<u>SIPES</u>														
Revue SI SAP	←→													
Stratégie et SI traditionnels	←→													
Revue Informations et SI Sahel		←→												
SIPES	←→													
<u>ACTIVITE 3 :</u>														
Test, Validation				←→										
Atelier régional Conférence électronique	←→													*

CONCLUSION

Cet atelier, à travers des débats francs et très riches illustrant la motivation et l'intérêt des participants pour le thème de l'atelier, a permis d'avancer de façon significative dans la définition d'un Système d'Information Pastoralisme et Environnement au Sahel (SIPES). Il a permis également de souligner les écueils et les questions qui jalonnent cette construction.

Parmi les nombreux points soulignés, la mise en place d'un partenariat équilibré et franc, tant au niveau régional qu'entre les différents acteurs impliqués dans le développement du Pastoralisme, paraît un des éléments essentiels à la réussite du programme.

Le programme de travail adopté pour la réalisation de la fin de cette première phase du programme en 2003 permettra de consolider cette approche partenariale et le réseau régional qui s'est constitué depuis l'atelier de lancement en janvier 2002.

La deuxième phase du programme LEAD – PESah doit débuter en 2004. Elle aura pour objectif d'adapter et de rendre opérationnel les modèles d'outils d'aide à la décision développés dans cette première phase au niveau de la sous-région et à différentes échelles de décision. Le programme pourra ainsi s'appuyer sur un partenariat consolidé et ayant contribué au processus de développement des outils et à leurs spécifications.

Clôture de l'atelier

Mr Dominique Kissou, représentant le Ministère des Ressources Animales du Burkina Faso, a procédé à la clôture des travaux de l'atelier à 17h30.

ANNEXE 1 : PROGRAMME DE L'ATELIER



Pôle
Pastoral
Zones
Sèches



Programme du second atelier régional du

Programme pilote LEAD « Pastoralisme et Environnement au Sahel »

Ouagadougou, Soritel, 22-25 octobre 2002

Elaboration d'un Système d'Information Pastoralisme et Environnement au Sahel (SIPES)

Objectifs :

1. Préciser et partager le concept « Interactions Pastoralisme-Environnement » en zone sahélienne, identifier les facteurs déterminants ainsi que les conséquences de ces interactions,
2. Analyser les systèmes de décision et de mise en œuvre des décisions concernant la réaction aux épisodes de sécheresse et les interactions Pastoralisme-Environnement : les acteurs clés ainsi que les fonctionnements et dysfonctionnements du transfert d'information à trois échelons suivants (i) Eleveur, (ii) Décideurs locaux, projets de développement, (iii) Planificateurs nationaux et instances régionales,
3. élaborer une ébauche commune de système d'information.

Approche :

1. Situation actuelle : analyse critique, problématique,
2. Définition des besoins : niveaux, acteurs, types,
3. Définition d'une ébauche de système d'information utile et viable,
4. Conclusion, accord sur un plan de travail.

Version : 20/10/02

28

**MARDI 22 OCTOBRE : CONCEPTS, PROBLEMATIQUE ET EXPERIENCES DES SYSTEMES
D'INFORMATION SUR LE PASTORALISME ET L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL**

MATINEE : PRESENTATION DES CONCEPTS LEAD . LA PROBLEMATIQUE « PASTORALISME ET ENVIRONNEMENT »

Président : Salifo TIEMTORE (MRA, Burkina)
Rapporteurs : A.T.DIA (Cnarda,RIM), A.KA (PPZS-CSE, Sénégal)

9h-9h30: Ouverture officielle

9h30-9h45 : Pause café

9h45-10h15 : Présentation de l'initiative LEAD et du programme zones arides (P.Gerber, FAO)

**10h00-10h30 : Programme pilote LEAD « Pastoralisme et Environnement au Sahel ».
Réalizations et perspectives (A.Ickowicz, PPZS)**

10h30- 11h00 : Objectifs de l'atelier et discussion de l'agenda (P.Gerber)

11h15-12h00 : Revue des principales interactions Pastoralisme & Environnement. (L.Akpo, PPZS) et débats.

12h00 – 12h30 : Conception générale sur la sécheresse : définitions, distinctions entre sévérité de la sécheresse et vulnérabilité des populations, entre stratégies de « réaction » et d'adaptation » (J.Morton, NRI)

12h30 - 14h 00 : Déjeuner

APRES MIDI : « LA GESTION DES RISQUES ET LES BESOINS D'INFORMATION ET D'ALERTE PRECOCE CONCERNANT LE PASTORALISME ET L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL

*Président : P.Ndiaye (PPZS)
Rapporteurs : B.Djaby (Aghymet), I.Touré(PPZS)*

14h00-14h30 : Prise de décision et mise en œuvre dans les processus de gestion des risques et d'adaptation à la sécheresse (John Morton, NRI)

14h30-15h00 : Revue des systèmes d'information et d'alerte précoce au Sahel (V.Ancey, PPZS)

15h00-15h30 : Analyse de la circulation de l'information en matière d'interactions P&E. Etude de cas. (V.Ancey, PPZS)

15h30-15h45 : Pause café

15h45-16h45 : Points de vue et besoins des éleveurs. Deux exposés introductifs (20 mn). Réactions des participants et débats.

16h45-18h15 : Points de vue et besoins des opérateurs des ministères et des projets. 4 exposés introductifs (40 mn). Réactions des participants et débats.

18h15 – 18h45 : Discussion et synthèse des priorités

19h00 COCKTAIL DINATOIRE

Mercredi 23 octobre : Définition des objectifs et des besoins. Implications pour l'élaboration d'un Système d'Information Pastoralisme et Environnement au Sahel (SIPES)

MATINEE : QU'EST CE QU'UN SIPES, QUELS PRODUITS, QUELLE STRUCTURE ?

Président : M. SALEY (MRA-SIM, Niger)

Rapporteurs : L.Akpo (PPZS)

9h00 – 9h45 : Définition d'un SIPES. Exemples de produits (I.Touré)

9h45 – 10h15 : Les nouveaux produits Agrhymet (B.Djaby, Agrhymet)

10h15-10h45 : La plateforme francophone LEAD (B.Toutain, Cirad-Lead)

10h45-11h00 : Pause café

11h00-11h30: Discussions

11h30- 12h30 : Elaboration d'un canevas pour les travaux en commissions (A.Ickowicz, PPZS)

- 2 Groupes de travail (1.échelle locale ; 2. échelle nationale/régionale)
- Résultats attendus des travaux
- Définition de la méthode de travail

12h30 – 13h00 : Constitution des 2 commissions

13h00 14h30 : Déjeuner

Après-midi : Travaux en commissions : « Quels objectifs et quels besoins pour les SIPES aux différentes echelles ? »

14h30-17h30 : En fonction des échelles de travail des 2 commissions :

- Les problèmes prioritaires : quelles contraintes, quels dysfonctionnement ?
- Les objectifs recherchés : quelles décisions, quelles actions, quels effets ?
- Quels besoins en information en découlent ?

17h30-18h00 : Synthèse de l'après-midi par commission

Jeudi 24 octobre : Suite des travaux en commissions. Ebauche d'élaboration d'un SIPES

MATINEE : DEFINITION DES SIPES

08h30-13h00 : Travaux en commission. Définition du contenu d'un SIPES selon les deux échelles de travail en fonction des résultats présentés en début de matinée.

- Les produits attendus
- Le contenu des SIPES
- Le fonctionnement des SIPES
- Le partenariat pour les SIPES

13h00 – 14h30 : Déjeuner

Président : A.Ickowicz (PPZS)

Rapporteurs : V.Ancey (PPZS)

14h30-15h00 : Restitution partielle en plénière des travaux en commission. Discussion.

Après midi : Poursuite et synthèse des travaux des commissions

15h00 – 16h00 : Poursuite des travaux en commissions

16h00- 16h20 : Pause café

16h20- 18h00 : Synthèse des travaux en commission sur le contenu d'un SIPES

Vendredi 25 octobre : Résultats des travaux en commissions et synthèse vers l'élaboration des SIPES

Président : A.Ka (PPZS-CSE)

Rapporteurs : P.Ndiaye et L.Akpo (PPZS)

8h30 – 10h00 : Poursuite de stravaux en commission

10h00 – 10h30 : Pause café

10h30-11h30: Présentation des synthèses finales des commissions

11h20-12h00 : Suite des discussions

12h00 – 13h00 : Synthèse des discussions

13h00 – 14h30 : Déjeuner

14h30 – 15h00 : Synthèse des travaux (J.Morton)

15h00 – 15h30 : Proposition d'un calendrier de travail et de collaborations (A.Ickowicz)

15h30 – 16h30 : Discussion et conclusions

16h30 – 17h00 : Synthèse et point de vue de Lead (P.Gerber)

17h30 : Clôture de l'atelier

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

PAYS	NOM	PRENOMS	INSTITUTIONS	ADRESSE
BURKINA FASO	KISSOU	Dominique	Direction des Aménagements Pastoraux et du Foncier / Ministère des Ressources Animales	03 BP 7026 Ouagadougou 03 Tél. : (226) B. 31.10.76 D. 35.05.16 E-MAIL : kissoubl@yahoo.fr
	SOME	Ansanèkoun Désiré	Projet de Développement de l'Elevage dans la Province du Soum Phase II	BP 90 Djibo Tél. : (226) 55.15.36 / C. 21.47.02 Fax : (226) 55.10.16
	TIEMTORE	Salifo	Direction des Aménagements Pastoraux et du Foncier / Ministère des Ressources Animales	01 BP 6507 Ouagadougou 01 Tél. : (226) 31.74.45 / C. 21.15.12 Fax : (226) 30.85.60
	LOADA	S. Martin	Direction Générale des Prévisions des Statistiques Agricoles (DGPSA)	Tél. : (226) 32.45.79 / 80
	BOKOUM	Amadou	FEB	Fédération des Eleveurs du Burkina S/C DVTT Ouagadougou 03 BP 7026 Ouagadougou 03 Tél. : 25.82.06
	BANAON	Nemaoua	Centre d'Etudes, de Formation et de Réalisations Agro-Pastorales (CEFRAP)	1635 Av. Kadiogo 09 BP 822 Ouagadougou 09 Tél. : (226) 34.37.79 Fas : (226) 34.37.79 E-mail : cercoop.ouaga@fasonet.bf

BURKINA FASO	HOUNTONDI	Sita Hana	RECOPA	S/C BP 13 - Dori Tél. : (226) 46.04.44
	CISSE	Boubacar Limam	Association pour la Gestion de l'Environnement et de Développement (AGED)	S/C BP 280 - Dori - Tél. : (226) 46.02.09 / 23.45.35 Fax : (226) 46.02.80 E-mail : psbqtz@fasonet.bf bolimam@hotmail.com dboureima@hotmail.com
MALI	CISSE	Salmana	IER / MOPTI	CRRA/MOPTI, BP 205 MOPTI Tél. : B. (223) 24/30/051 D. (223) 24.20.376 Fax : (223) 24.20.175 E-mail : salmana.cisse@ier.ml
	KONE	Ouayara	PRODESO / Projet de Développement de l'élevage au Sahel Occidental)	BPE 2970 ou BP 2501 Bamako Tél. : 222.34.07 Fax : 222.46.24 E-mail : koneouayara@yahoo.fr o.kone@prodesomali.org
	OUATTARA	Souleymane	Cellule de Planification Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la pêche	CPS / MAEP Bamako Tél. : (223) 2214499 Cell.: (223) 6785514 E-Mail : souattara@cps-mdr.org
MAURITANIE	NESALEM Ould	Sidi el Moctar	GNAP / Groupement National des Associations agro-sylvo-pastoral de Mauritanie	BP 2012 - Nouakchott – Tel : 222.5253946 / 6393064 Tél. : (222) 5253946 / 6393064 / 6437866
	TALL	Amadou Mamadou	Projet Gestion des Parcours et Développement de l'Élevage / PADEL / MDRE	Expert Zootechnicien Padel /MDRE P. 6347754 Tél. : (222) 5293023 P. 6567499
	DIA	Amadou Tidiane	Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (CNRADA)	BP 22 Kaédi (Mauritanie) Tél. : (222) 646.18.55/535378 E-Mail : diaat@caramail.com Fax : 535377

	DOUMBIA	Baba	Direction de l'Elevage et de l'Agriculture	BP : 180 Nouakchott Tél. : (222) 5293293 Fax : (222) 5293293 E-Mail : doumbiababa@yahoo.fr
Région NIGER	DJABY	Bakary	Centre Regional Agrhymet	BP : 11011 Niamey Tél. : (227) 73.31.16 Fax : (227) 73.34.35 E-Mail : djaby@sahel.agrhymet.ne
	DODO	Boureima	Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger (A.R.E.N.)	BP : 12758 Niamey Tél. : (227) 73.66.22 Fax : (227) 73.66.21 E-Mail : aren@intnet.ne
	HABOU	Akilou	PROMEL	BP 11341 Niamey Tél. : (227) 74.27.33 Fax : (227) 74.27.35 E-Mail : promel@intnet.ne
	SALEY	Mahamadou	Ministère des Ressources Animales SIM BETAÏL	BP 12091 Niamey Tél. : (227) 73.72.96 / 97.40.54 Fax : (227) 73.72.96 E-Mail : sscdsimb@intnet.ne
SENEGAL	NDIAYE	Paul	UCAD / PPZS / LEAD	Dpt. Géographie-FLSH/UCAD - Dakar - FANN BP 5005 Tél. : (221) 8.25.36.49 Fax : (221) 8.25.48.05 paulndiaye@hotmail.com

	NDIAYE	Abdourahmane	Projet d Appui à l Elevage (PAPEL)	37, Avenue Pasteur Dakar BP : 67 Tél. : (221) 821.91.25 Fax : (221) 821.91.22 /821.32.28 E-mail : abndiaye@caramail.com
	ANCEY	Véronique	CIRAD / PPZS	ISRA-LNERV BP 2057 - Dakar - Tél. : (221) 832.56.15 E-mail : ancey@cirad.fr

SENEGAL	ANDRE	Daniel J.R.	Projet Autopromotion Pastorale dans le Ferlo.	BP 366 Saint-Louis Tél. : (221) 961.23.27 Fax : (221) 961.23.27 E-mail : papf@sentoo.sn danielandre@sunumail.sn
	KA	Alioune	Centre de Suivi Ecologique / PPZS	BP 15532 Fann Résidence Dakar Tél. : (221) 8.25.80.66 / 67 Fax : 8.25.81.68 E-mail : ka@cse.sn ou Kalionne@yahoo.fr
	ICKOWICZ	Alexandre	CIRAD / PPZS	ISRA-LNERV BP 2057 - Dakar - Tél. : (221) 832.08.21/ 832.56.15 E-mail : alexandre.ickowicz@cirad.fr
SENEGAL	NIANG	Ibrahim	Direction de l Elevage	BP 67 Dakar 37, Av. Pasteur Tél. : (221) 821.32.28 / 5 53.93.51 Fax : (221) 821.32.28 / 823.34.73 E-Mail : niang12@caramail.com
	TOURE	Ibra	CIRAD / PPZS	ISRA / LNERV BP 2057 - Dakar - Tél. : (221) 832.56.15 E-Mail : toure@cirad.fr

	AKPO	Léonard Elie	UCAD / PPZS	FST/Biologie Végétale Tél. : (221) 643.65.18 Fax : (221) 849.33.15 E-Mail : akpo@dakar.ird.sn
	BA	Amadou	Maison des Eleveurs de Saint-Louis (MDE) GALLE Aynabe	SCE REGIONAL ELEVAGE ST. Louis Tél. : (221) 961.63.65
TCHAD	DJIBRINE	Nadengar	Ministère de l'Elevage (TCHAD)	Direction du Développement des Productions Animales et du Pastoralisme BP 750 Tél. : (225) 528754 E-Mail : nadengar.djibrine@caramail.com
	IDRISS	Yosko	Laboratoire de Farcha	BP 433 N=Djamena Tél. : (235) 52.74.76 / 52.74.75 Fax : (235) 52.74.76 E-Mail : ndouta@intnet.td
ROYAUME- UNI	MORTON	John	NATURAL RESOURCES INSTITUTE, UNIV. DE GREENWICH	NRI, Central Av. Chatham Maritime Medway ME4 4TB Tél. : +44 1634 883064 Fax : +44 1634 883377 E-Mail : j.f.morton@gre.ac.uk
ITALIE	GERBER	Pierre	FAO – LEAD	Room C537 Terme di Caracalla 00100 Rome Tél. : 00390657056217 Fax : 00390657055E-Mail : pierre.gerber@fao.org